

Gabriella Lima, «Don't Miss the Bus!» Les intérêts économiques suisses au Brésil durant la dictature militaire 1969–1979, Berne: Documents diplomatiques suisses (Quaderni di Dodis – Studi, vol. 22), 2024, 164 pages.

La présence suisse au Brésil est souvent considérée à l'aune des quelques villes emblématiques du XIX^e siècle, telles que Nova Friburgo ou Indaiatuba (anciennement Colônia Helvetia). Au-delà de ces références, elle s'inscrit aussi dans les relations économiques durables et profondes que les deux pays ont établies dès les années 1820 pour les entretenir ensuite régulièrement. L'ouvrage de Gabriella Lima s'intéresse justement à ces liens en se penchant sur la période particulière en laquelle consista la dictature militaire gouvernant le Brésil entre 1964 et 1985. Pendant ces années, la présence économique suisse croît et devient incontournable, comme le montre l'autrice à l'aide de nombreuses données originales. Lima se concentre plus particulièrement sur la période 1969–1979, qui englobe le «miracle économique» brésilien – durant lequel la croissance dépasse régulièrement les 10% par an –, mais qui est également marquée par l'intensification de la répression sous la dictature. Elle montre ensuite comment la crise pétrolière de 1973 et l'essoufflement du «miracle économique» ont reconfiguré les investissements et les relations commerciales entre ces deux pays.

L'un des apports majeurs de l'ouvrage réside dans l'analyse fine des moyens par lesquels les milieux d'affaires suisses ont su tirer parti du régime militaire dans l'objectif de renforcer leur présence au Brésil. La chercheuse examine ainsi les formes concrètes de cette expansion ainsi que les dispositifs institutionnels mis en place par l'État fédéral suisse pour l'encourager. Pour ce faire, l'ouvrage est divisé en quatre chapitres qui se concentrent sur les outils qui ont servi à favoriser l'expansion économique helvétique au Brésil: le commerce, les investissements directs à l'étranger, les crédits bancaires et, pour finir, les pratiques cartellaires.

Le chapitre 1 analyse l'essor des relations commerciales et des investissements suisses au Brésil durant le «miracle économique» (1969–1973), lorsque le pays devient le principal partenaire de la Suisse en Amérique latine. Le chapitre analyse les échanges commerciaux, les investissements directs de la période ainsi que les pratiques des grandes entreprises (Holderbank, Nestlé, Alusuisse ou encore Sandoz). Ces investissements s'opèrent avec l'appui de l'État fédéral mais impliquent également des banques, voire certains milieux universitaires. Cette dynamique est bien exemplifiée par l'organisation de l'exposition industrielle suisse de São Paulo en 1973, le plus grand événement de ce type jamais tenu à l'étranger. Mobilisant des acteurs divers tels que les ambassades et consulats suisses au Brésil et en collaboration avec l'Office suisse d'expansion commerciale et des entreprises, la manifestation est largement célébrée au Brésil, mais traitée avec discrétion en Suisse. La raison en réside dans la crainte des débats potentiels suscités par la mention des violations des droits humains commis par le régime militaire brésilien.

Ensuite, les chapitres 2 et 3 examinent l'évolution des relations économiques helvético-brésiliennes après la fin du «miracle économique». Malgré les effets de la crise pétrolière, les échanges commerciaux se renforcent, portés par la volonté suisse de préserver ses intérêts et par la recherche de marchés de substitution hors d'Europe. À partir de 1977, le durcissement protectionniste brésilien reconfigure ces relations au profit des liens financiers, des prêts et des investissements, notamment dans les infrastructures portées par les entreprises publiques.

Enfin, le dernier chapitre propose une étude de cas plus brève consacrée aux pratiques cartellaires de la Brown Boveri Company et du cartel international de l'électricité au Brésil, tous deux objets de dénonciations et d'investigations à l'époque. Le chapitre illustre les moyens illégaux utilisés par les entreprises suisses afin de maintenir leurs positions économiques. À l'heure du renouveau du champ historiographique brésilien sur les liens entre des entreprises et la dictature, notamment grâce aux travaux de Pedro Henrique Campos qui suivirent ceux de René Dreifuss en 1980, ce chapitre se révèle absolument pertinent.

Avec son ouvrage, Gabriella Lima offre une contribution bienvenue, éclairant le domaine peu étudié des relations économiques de la Suisse avec les pays latino-américains. D'une part, l'autrice noue un dialogue solide et fécond avec les travaux déjà existants, notamment ceux d'Isabelle Lucas, Charles Iffland et Gaëlle Scuiller, tout en apportant, d'autre part, des données neuves car issues d'archives inédites, notamment des sources diplomatiques et des dossiers de l'entreprise Asea Brown Boveri, renforçant sa contribution à l'historiographie. Si l'on pourra toutefois regretter que l'analyse repose sur des sources brésiliennes limitées et essentiellement issues de la presse, l'ouvrage permet malgré tout de mettre en lumière deux éléments saillants. Tout d'abord, les capacités d'adaptation des relations économiques bilatérales dans un contexte international et régional marqué par les mutations des années 1970 et, ensuite, les stratégies différenciées suivies par la Confédération, en fonction des rapports de force et des configurations locales.

Le livre de Gabriella Lima nous permet en outre de saisir le rôle central joué par le soutien économique suisse à des secteurs clés des divers plans de développement du régime militaire, notamment les infrastructures hydroélectriques. Ce secteur, qui capte environ 40 % des crédits bancaires, révèle comme la politique économique suisse a joué à plein dans la réussite et la consolidation du projet économique de la dictature. En s'inscrivant dans les recherches qui analysent le rôle politique de la neutralité suisse et

introduisent l'idée d'un impérialisme suisse (comme dans les travaux de Sébastien Gex, Sandra Bott et Thomas David avec Bouda Etemad), l'enquête démontre les mécanismes effectifs de soutien de la Confédération à ses entreprises dans un contexte de violation des droits humains. Dans le cas brésilien, les milieux administratifs, diplomatiques et économiques apparaissent alors largement imbriqués, voire confondus, dans la défense des intérêts économiques suisses. Ces réseaux d'influence ont par conséquent contribué à forger la représentation d'un État brésilien – nonobstant ses violations des droits humains – comme un partenaire stratégique stable et attractif et ce malgré (ou précisément en raison de) l'autoritarisme du régime en place.

Nathalia Capellini, Lausanne